

Ecole : des réformes affaiblies par un management « catastrophique »

Malgré 9 milliards d'euros de crédits supplémentaires et de nombreuses réformes, les enseignants se disent « désabusés ».

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

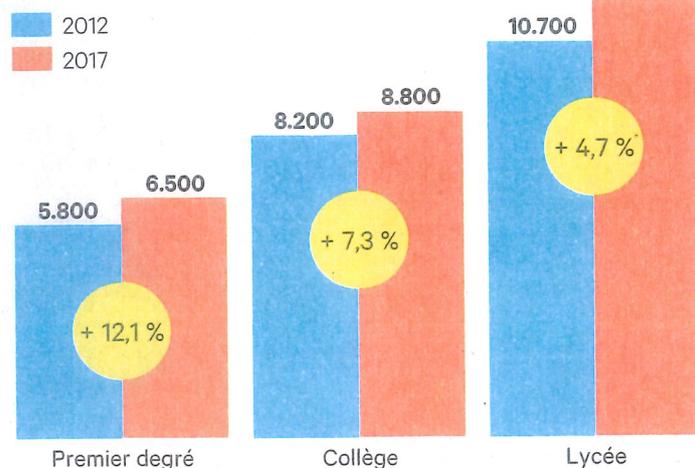
« Les enseignants sont désabusés. » La phrase tombe comme un couperet sur le quinquennat de François Hollande, qui a pourtant érigé l'éducation en « priorité » de son mandat. Ce diagnostic est celui de Frédérique Rolet, secrétaire générale du SNES-FSU. Au syndicat d'enseignants de l'Unsa, on voit le bilan sous un autre angle : « Jamais on n'a autant réformé », insiste le secrétaire général, Christian Chevalier.

Les deux assertions ne sont pas antinomiques. Beaucoup de réformes ont été engagées, mais leur nombre et leur mise en œuvre ont suscité la critique. Depuis 2012, le gouvernement a modifié l'organisation du temps scolaire, revu le contenu des programmes – de la maternelle à la troisième –, réformé le collège, créé 60.000 postes, repensé la formation des enseignants et revalorisé les personnels de l'Education nationale à travers des créations et des hausses d'indemnité et via le protocole Parcours professionnels, carrières et rémunérations de la fonction publique. Neuf milliards ont été investis dans l'éducation depuis 2012.

De la réforme de l'éducation prioritaire à celle de l'allocation des

La dépense annuelle par élève

En euros



« LES ÉCHOS » / SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

moyens – destinée à donner plus aux territoires en difficulté – ou la lutte contre le décrochage scolaire, le fil rouge a été d'introduire « plus de justice », insiste régulièrement Najat Vallaud-Belkacem.

Malgré toutes ces réformes, le taux de satisfaction des personnels de l'Education nationale est très faible, de l'ordre de 25 %, selon le baromètre annuel publié par l'Unsa la semaine dernière. Par ailleurs, durant le quinquennat, le sentiment de proximité des enseignants avec le PS a baissé, indiquait une enquête du Cevipof, le mois dernier : 24 % des enseignants se disent proches de ce

parti, contre 35 % en 2012 et 40 % en 2007. Comment expliquer le mécontentement des enseignants ?

Une réforme « inaudible »

« On a eu notre lot de réformes et de nouvelles annonces », s'agaçait le principal syndicat d'enseignants du primaire, le SNUipp-FSU, en septembre 2016. « Peut-être que le "trop de réformes" a tué la réforme en la rendant inaudible », s'interroge un haut responsable. La mise en œuvre des mesures a aussi été un point faible, critique le député PS Yves Durand, dans son rapport de suivi de la loi Peillon : « La mise en route des nouveaux programmes à l'école

et au collège [s'est heurtée] à la précipitation » et les enseignants ont, de fait, eu des difficultés « à se les approprier ». La formation des enseignants, même si elle a été relancée, n'est pas non plus à la hauteur des espérances, ajoutait le rapport.

Mais les enseignants sont aussi en attente d'autre chose. A la question de savoir ce qu'il faudrait, en premier lieu, pour faire réussir chaque jeune, les 31.000 participants du baromètre de l'Unsa (enseignants, directeurs d'école, chefs d'établissement, administratifs...) affirment, à plus de 50 %, vouloir changer le management du système éducatif. Loin devant la création de postes (18 % des réponses) et la modification des pratiques pédagogiques (27 %). « Le management dans l'Education nationale est catastrophique, regrette Laurent Escure, secrétaire général de l'Unsa-Education. Il n'y pas de vraie politique des ressources humaines qui s'intéresse à l'individu, à ses besoins d'évolution de carrière, à la prise en compte de ses difficultés. » Ce qu'un autre syndicaliste traduit ainsi : « Le ministère s'est voulu bienveillant vis-à-vis des enseignants, ce qu'on n'avait jamais connu depuis trente ans. Et pourtant, sur le terrain, via les recteurs, les DASEN et les corps intermédiaires, cela ne se ressent pas. Il n'y a toujours pas eu de révolution copernicienne en termes d'organisation. »

Les enseignants interrogés réclament aussi plus d'autonomie. Mais d'abord pour eux, et pas celle qui permettrait aux chefs d'établissement de les recruter. ■